

Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) 2018

Chaque année, le DOB est une procédure obligatoire, qui ouvre la période budgétaire qui s'achèvera le 9 avril avec le vote des budgets 2018. Le maire nous présente un dossier bourré de chiffres reprenant l'exécution du budget 2017 et les perspectives 2018.

Nous sommes les seuls à débattre réellement, les conseillers de la majorité ne disant pas un mot et la troisième liste (celle du Front National) étant absente, comme le plus souvent.

Le maire prétend que sa commune est très bien gérée. Comme d'habitude, nous avons eu droit aux jérémiades concernant la baisse réelle des subventions de l'Etat. On nous annonce une baisse des subventions pour la France de 13 milliards d'€ sur les quatre années à venir, ce qui pourrait représenter environ 130 000 € chaque année pour notre commune. Nous sommes convaincus qu'il faut apprendre à moins dépenser l'argent public si nous voulons, à terme, contenir nos impôts.

En reprenant les chiffres fournis par la mairie, nous avons constaté :

- * que les dépenses sur notre ville continuent de croître plus vite que l'inflation (+ 2,9% pour les salaires et charges salariales),**
- * que notre capacité à financer (CAF) des investissements futurs, de manière saine et lissée sur plusieurs années, est insuffisante (moins d'1 million par an),**
- * que le chiffre de la CAF annoncé pour 2017 est lié à l'intégration de l'activité générée par le port de Bourgenay (ce qui n'arrivera que cette année),**
- * que la dette consolidée de la commune de Talmont Saint-Hilaire est de 17 300 000 € au 31/12/2017. ce chiffre classe toujours notre commune parmi les communes plus endettées de France (2500 € par habitant) quand la moyenne pour des communes de même importance est inférieure à 1000 € !!!**

Notre intervention a suscité des réactions comme si le maire pouvait détenir seul toute la vérité et ses opposants être des irresponsables peu dignes de foi ...

Nous continuerons notre combat pour une gestion municipale différente. Nous vous donnons rendez-vous au vote des Budgets le 9 avril.